

## THÈME 3: LA TROISIÈME RÉPUBLIQUE AVANT 1914 : UN RÉGIME POLITIQUE, UN EMPIRE COLONIAL

### (H3-1) CHAP. VII - LA MISE EN ŒUVRE DU PROJET REPUBLICAIN

#### INTRODUCTION :

L'Empereur Napoléon III est capturé par les Prussiens le 2 septembre 1870 après la défaite de Sedan. Il abdique en faveur de son fils, mais dans la nuit du 3 au 4 septembre, les députés du Corps Législatif proclament la III<sup>e</sup> République, un nouveau régime fragile dans une France en guerre et avec pour capitale, Paris, une ville encerclée dès le 19 septembre.

Pourtant, cette république menacée et considérée par Thiers comme « le régime qui nous divise le moins » va progressivement s'imposer.

**Problématique** : Comment le régime républicain se met-il en place et s'enracine-t-il malgré les oppositions qu'il rencontre ?

#### I - LA CONQUÊTE DU POUVOIR PAR LES RÉPUBLICAINS (1870-1879)

##### A. Un pays déchiré et occupé

###### La guerre contre la Prusse :

La toute jeune république est entre les mains d'un gouvernement de Défense Nationale dirigé par Gambetta qui tente d'inverser le rapport de force contre la Prusse.

Fin septembre, la ville de Paris est encerclée par les Prussiens. Le gouvernement se réfugie à Tours pour mobiliser le pays.

Face aux échecs militaires et à l'agitation révolutionnaire qui touche les grandes villes, le gouvernement fait le choix de signer le 28 janvier 1871 un armistice, puis le 18 mai 1871 une paix aux conditions très dures :

- annexion de l'Alsace et d'une partie de la Lorraine (la Moselle)
- une indemnité de guerre de 5 milliards de franc-or

Les premières élections du 8 février 1871 aboutissent à une majorité royaliste et la débâcle des Républicains liés à la guerre. Adolphe Thiers est nommé chef de l'exécutif.

###### La Commune de Paris :

À Paris, la tension est très forte. Après un hiver très difficile, la capitale, encerclée et bombardée par les Prussiens, a tenu bon mais se sent trahie par l'armistice puis par la majorité royaliste.

Le 18 mars 1871, un mouvement républicain révolutionnaire se met en place et la Commune de Paris est élue par la population parisienne. Elle veut la poursuite de la guerre et la mise en place de profondes réformes sociales et démocratiques.

Parmi les communards, Louise Michel, institutrice, s'impose comme une grande figure de la révolution. Le gouvernement de Thiers, installé à Versailles, envoie début avril plus de 100 000 soldats pour reprendre le contrôle de la capitale. Du 21 au 28 mai 1871, c'est la semaine sanglante qui fait 25 000 victimes. Louise Michel est arrêtée et déportée en Nouvelle-Calédonie.

## B. Monarchie ou République ?

### Des royalistes divisés :

L'Assemblée est contrôlée par les Royalistes mais ceux-ci sont profondément divisés entre les Légitimistes, partisans des successeurs de Charles X renversé en 1830 plus conservateurs et les Orléanistes partisans des successeurs de Louis Philippe renversé en 1848 et plus modérés.

Le refus d'adopter le drapeau tricolore par le Comte de Chambord, héritier du trône aboutit à l'élection de Mac Mahon à la présidence de la République en 1873, noble, royaliste, qui a participé à la répression de la Commune.

La durée du mandat du président est fixée à 7 ans pour permettre la mise en place des conditions favorables à la Restauration de la monarchie.

### Les progrès des Républicains :

Mais les Républicains parviennent progressivement à reprendre la main dans la Chambre des députés. En 1875, les Républicains et les monarchistes libéraux s'accordent pour fixer les institutions de la République et votent à une voix près l'interdiction du retour à la monarchie (amendement Wallon).

En février 1876, les Républicains gagnent les élections législatives et débute un bras de fer avec le président Mac Mahon qui dissout la chambre des députés en octobre 1877.

Les Républicains remportent à nouveau les élections et Mc Mahon doit finalement démissionner en 1879. Il est remplacé par Jules Grévy, un républicain modéré. La République est aux mains des républicains.

## II. L'ENRACINEMENT DE LA RÉPUBLIQUE (1879-1914)

### A. Une démocratie parlementaire.

Les institutions de la IIIe République instaurent une démocratie parlementaire dans laquelle le Président de la République ne joue qu'un rôle mineur. Ainsi, le président Grévy renonce au droit de dissolution de la Chambre des députés.

Le pouvoir se trouve entre les mains des députés qui font voter une série de lois établissant les libertés individuelles :

- 1881 : Lois sur la liberté de la presse et liberté de réunion.
- 1884 : Liberté syndicale et élections municipales au suffrage universel masculin.
- En 1884 toujours la loi assure que « la forme républicaine du gouvernement ne peut faire l'objet d'une proposition de révision », interdisant tout retour à la monarchie ou à l'Empire.

Cependant, le droit de vote reste toujours interdit aux femmes, malgré les mobilisations féministes comme l'Union française pour le suffrage des femmes qui regroupe 12000 adhérentes en 1914.

### B. Construire une nouvelle nation

#### Symboles et fêtes républicaines :

Le régime républicain met en place une culture politique républicaine basée sur les symboles de la Révolution Française :

- La Marseillaise devient l'hymne national en 1879
- La première fête nationale est célébrée le 14 juillet 1880.
- Le drapeau tricolore, la devise « Liberté, Égalité, Fraternité » et le buste de Marianne, symbole de la République, sont placés dans tous les bâtiments publics.

Le 22 mai 1885, Victor Hugo, grand écrivain et figure républicaine, meurt à l'âge de 83 ans. Monarchiste dans sa jeunesse, il a soutenu la II<sup>e</sup> République avant de devenir le grand opposant à Napoléon III et de s'exiler avant de faire un retour triomphal sous la III<sup>e</sup> République.

La chambre des députés vote l'organisation de funérailles nationales et son inhumation au Panthéon qui devient un temple de la République.

#### Laïcisation de la société :

L'école doit servir à la jeune République pour inculquer les symboles et laïciser la société, c'est-à-dire la détacher de l'influence catholique (qui soutient la monarchie...).

Le ministre de l'Instruction Publique Jules Ferry fait voter en 1881-1882 une série de lois qui rendent l'école primaire obligatoire, gratuite et laïque pour les enfants de 6 à 13 ans.

La loi d'association de 1901 qui oblige la déclaration des organisations et l'exclusion de congrégations, suscite à son tour des tensions.

Cette laïcisation aboutit en 1905 à la loi de séparation des Églises et de l'État qui met fin au Concordat de 1801. La République ne reconnaît aucun culte mais garantit le libre exercice des religions.

Même si cette loi provoque des tensions très importantes (crise des inventaires), elle marque la fin d'un siècle de conflits autour de la question religieuse et de l'État.

#### Construire les citoyens français :

Les programmes scolaires sont centrés sur les sciences, la géographie de la France, sa langue qui devient la seule autorisée, l'histoire. Les instituteurs, véritables « hussards noirs de la République » (Charles Péguy 1913) doivent former de futurs citoyens dans les valeurs de la République française avec deux ennemis : la religion et les Allemands.

Par la loi de 1889, le service militaire de deux ans devient obligatoire pour tous les jeunes hommes et va permettre un brassage social au sein des régiments, avec un esprit de revanche sur l'ennemi allemand.

### **III - LES OPPOSITIONS AU MODÈLE REPUBLICAIN PROPOSE**

#### **A. Les ennemis du régime républicain.**

##### La crise boulangiste (1887-1889) :

Alors que la France traverse une crise économique importante, le mouvement boulangiste rassemble des mécontents de tous les milieux opposés à la III<sup>e</sup> République parlementaire, notamment des bonapartistes et des légitimistes. Il propose la candidature du Général Boulanger, un temps Ministre de la Guerre, aux élections législatives partielles.

Les boulangistes veulent un pouvoir exécutif fort et veulent la guerre contre l'Allemagne. Face à la crainte d'un coup d'État, les Républicains font bloc et poussent le Général Boulanger à l'exil en 1889.

##### Le mouvement anarchiste :

En 1892 éclate le scandale de Panama qui met en cause de nombreux députés républicains dans la faillite de la compagnie chargée de construire le canal de Panama. Face à la misère et aux inégalités sociales, les anarchistes se lancent dans l'action violente.

Les anarchistes qui rejettent toute forme de domination (Église, État), décident de s'attaquer au pouvoir :

- En 1893, Auguste Vaillant lance une bombe dans la Chambre des Députés en pleine séance
- En 1894, l'anarchiste Caserio assassine le Président Sadi Carnot à Lyon.

Ces attentats entraînent une répression féroce du pouvoir avec des arrestations et une chasse aux anarchistes. La liberté de la presse est limitée.

L'affirmation du mouvement ouvrier :Après la Commune, le mouvement ouvrier s'organise autour de syndicats, légalisés en 1884, et de partis politiques socialistes. La branche anarchiste est à l'origine de la création de la CGT (confédération générale du Travail) qui prône un syndicalisme révolutionnaire et veut faire du syndicat une arme contre le capitalisme et le pouvoir de la bourgeoisie.

Marqués par l'affaire Dreyfus et l'antisémitisme, une partie des socialistes se rapproche de la majorité radicale. En 1905, la SFIO est créée sous la direction de Jean Jaurès. Elle réunit les socialistes qui acceptent d'utiliser la démocratie parlementaire pour détruire le capitalisme.

Le monde ouvrier est donc puissant mais divisé entre :

- Les socialistes révolutionnaires regroupés autour de la CGT qui veulent détruire le capitalisme par la révolution
- Les socialistes réformistes regroupés autour de la SFIO, qui veulent renverser le capitalisme en utilisant la démocratie.

## B. L'antisémitisme, symbole du rejet de la République

### L'affaire Dreyfus :

Le capitaine Dreyfus, accusé à tort d'espionnage au profit de l'Allemagne, est condamné en 1894 à la déportation à vie. Dès 1898, des doutes sévères apparaissent quant à la culpabilité de Dreyfus. Alors que la presse antisémite et xénophobe se déchaîne contre ce juif alsacien, Émile Zola dénonce une erreur judiciaire dans son article « J'accuse », paru dans le Journal l'Aurore en janvier 1898. Zola est jugé pour ses propos et utilise son procès pour dénoncer les erreurs et les fausses preuves fabriquées pour condamner Dreyfus. A nouveau condamné en 1899, Dreyfus est gracié par le Président et est finalement réhabilité en 1906.

### Dreyfusards et antidreyfusards

Les deux camps qui se déchirent autour de la culpabilité de Dreyfus s'organisent au sein de ligues :

- La Ligue des Patriotes de Paul Déroulède antidreyfusarde et antisémite qui s'appuie sur le journal d'Edouard Drumont « La Libre Parole ».
- La Ligue d'Action française de Charles Maurras.
- La Ligue des Droits de l'Homme créée en 1898 pour la défense de Dreyfus.

Le mouvement antidreyfusard regroupe des opposants à la République, des antisémites, des nationalistes et des catholiques qui veulent mettre fin à la République.

## C. La République contre l'Eglise ? la loi de Séparation des Eglises et d'Etat

### L'influence du parti radical

A partir de 1901, les Républicains dreyfusards s'unissent au sein du Parti radical et deviennent une force importante à l'Assemblée Nationale. Ils font du combat contre l'influence de l'Eglise catholique un combat prioritaire. Ainsi, la loi de 1904 qui limite la liberté d'enseignement à certaines congrégations religieuses s'inscrit dans une démarche plus ancienne de sécularisation de la société française (état civil, école). La crise de 1904 débouche sur la rupture des relations diplomatiques avec le Vatican.

### La loi de Séparation

Aristide Briand prépare la loi qui a pour but de mettre fin au concordat de 1801. Votée en juillet 1905, la loi met en œuvre le principe de laïcité de l'Etat, qui ne salarie ni ne subventionne aucun culte. L'ensemble des cultes sont autorisés au nom des libertés religieuses, mais l'Etat ne participe plus financièrement au fonctionnement des cultes, suivant une logique de sécularisation de la société.

### La crise des Inventaires

L'application de la loi prévoit la création d'associations cultuelles ainsi que l'inventaire des biens de chaque confession. Les Catholiques, et notamment le Pape, condamne la loi et des fidèles catholiques s'opposent, parfois par la force, aux inventaires des biens ecclésiastiques (1906). C'est l'action du ministre Clémenceau qui parvient à un apaisement de la crise.

### **CONCLUSION :**

Née dans la douleur et la guerre, longtemps fragile et menacée par les Monarchistes, la IIIe république s'est progressivement installée, créant une citoyenneté associant démocratie, république et valeurs françaises. Cette République a longtemps été menacée, notamment au travers de la crise de l'affaire Dreyfus qui a profondément changé le paysage politique de la IIIe République. Les oppositions au système républicain restent nombreuses en 1914, poussant le pouvoir à affirmer un nationalisme républicain puissant.